# Un journaliste burundais libéré après un an de détention en RDC

Reporters sans frontiÃ¨res, 03.10.2016 RÃ‰PUBLIQUE DÃ‰MOCRATIQUE DU CONGO Egide Mwemero libÃ©rÃ© aprÃ un an de dÃ©tention Egide Mwemero, technicien de la radio burundaise, Radio publique africaine, a Ã©tÃ© libÃ©rÃ© dans la plus grande discrÃ©tion, le 27 septembre de la prison de Makala Ã Kinshasa en RDC, oÃ¹ il Ã©tait dÃ©tenu arbitrairement depuis le 13 octobre 2015. Il est aujourd'hui Ã Kigali au Rwanda oÃ¹ il a rejoint sa famille.

â€œReporters sans frontiÃ¨res (RSF) et Journaliste en Danger (JED) se fÃ©licitent de cette libÃ©rationâ€•,Â dÃ©clare ClÃ©a Sriber, responsable du Bureau Afrique de RSF.Â â€œCe technicien de radio a tout de mÃªme Ã©tÃ© retenu pendant prÃ¨s de mois alors que sa dÃ©tention Ã©tait parfaitement illÃ©gale.Â Egide MwemeroÂ a Ã©tÃ© victime de la collaboration des gouvernements burundais et congolais pour museler toute information critique.â€• ArrÃªtÃ© le 13 octobre 2015 Ã Uvira, dans l'est de la RDC, Egide Mwemero aura passÃ© prÃ¨s dâ€™un an en prison, dÃ©tenu arbitrairement. Initialement arrÃªtÃ© par d agents du renseignement militaire accusÃ© d'espionnage, alors quâ€™il apportait un soutien technique Ã la radio congolaiseÂ Messager du Peuple, le technicien aura vu les charges pesant contre lui Ã©voluer en "incitation de militaires Ã commettre des actes illÃ©gaux". Il aura ainsi Ã©tÃ© dÃ©tenu plus de sept mois dans les cachots des renseignements militaires Ã Kinshasa, avant d'Ãªtre transfÃ©rÃ© Ã la prison militaire de Ndoloto puis Ã celle de Makala Ã Kinshasa. Pourtan rien dans son dossier ne justifiait qu'il soit jugÃ© selon le code pÃ©nal militaire ou par ses juridictions. Son dossier a finalement Ã©tÃ© examinÃ© par un juge civil en juillet 2016, qui a affirmÃ© que rien ne pouvait Ãªtre retenu contre le journaliste. Ce dernier est nÃ©anmoins restÃ© en dÃ©tention pendant prÃ¨s de trois mois supplÃ©mentaires, le parquet civil ayant fait le choix dâ€™envoyer Ã nouveau son cas devant les juridictions militaires, en totale violation des procÃ©dures. Ces derniÃ¨res ont heureusement refusÃ© de reprendre le dossier, et la justice n'a eu d'autre option que de libÃ©rer finalement Egide Mwemero. â€œRSF reconnaÃ®t en cette circonstance l'honnÃªtetÃ©, mÃªme tardive, de l'auditorat militaire qui a refusÃ de reprendre le dossier aprÃ¨s que les juges civils l'ont dÃ©clarÃ© vide,Â poursuit ClÃ©a Kahn-Sriber.Â Lâ€™organisation app justice congolaise Ã refuser toute instrumentalisation politiqueâ€•. InterrogÃ© par RSF, Egide se dÃ©clare soulagÃ© d'avoir retrouvÃ© sa famille. Il doit encore effectuer une sÃ©rie d'examens mÃ©dicaux, ayant subi de mauvais traitements en prison. "Â Contrairement Ã ce que les autres pensaient quand ils m'ont arrÃªtÃ©, j'ai beaucoup de courage, beaucoup de forces. Je ne suis pas dÃ©couragÃ© et je vais continuerâ€•, a-t-il indiquÃ© Ã RSF. Cet acharnement contre un simple technicien de radio rÃ©vÃ¨lent lesÂ pressions politiques en jeu dans ce dossier, selon plusieurs observateurs. MÃªme sa libÃ©ration, effectuÃ©e en toute discrÃ©tion, visait Ã pouvoir clore un dossier devenu encombrant pour les autoritÃ©s congolaises, au vu des pressions de la sociÃ©tÃ© civileÂ nationale et internationaleÂ autour du cas d'Egide Mwemero. JED avait Ã©galement fourni lâ€™assistance dâ€™un avocat Ã Egide Mwemero. Pour Tshivis Tshivuadi,Â secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de JED,Â â€œCe catimini aprÃ¨s plusieurs mois de dÃ©tention injustifiÃ©e, prouve Ã suffisance que les arrestations et emprisonnements des journalistes sont contre-productifs. Aucune charge, nâ€™a Ã©tÃ© retenue contre lui. Le dossier est vide et classÃ© sans suite. La RDC occupe la 152e place auÂ Classement de la libertÃ© de la presse 2016Â Ã©tabli par RSF. Et le Burundi la 156e place, perdant 11 places par rapport Ã lâ€™annÃ©e 2015.